



CNRS
DELEGATION PROVENCE CORSE
31 Rue Joseph Aiguier
13402 Marseille Cedex 20

Tél : 04.91.16.46.24.

Cabinet d'architecture :
INGLESAKIS & ASSOCIES
18 Rue de la Guirlande
13002 Marseille

Tél : 06.73.65.16.40

SYBEREC INGENIERIE
3 Place Jean Jaurès
13410 Lambesc

Tél : 04.91.46.72.47



OPERATION

TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LOCAUX
BATIMENT C (partiel)
CAMPUS JOSEPH AIGUIER - MARSEILLE

LOT 7: PEINTURES

réf. Opération	Phase	Cahier des Clauses Techniques Particulières C.C.T.P.
	PRO- DCE	

Indice	Date	Auteur	Vérificateur	Observations
	30/07/25			

SOMMAIRE

LOT 7

PEINTURES.....	2
0. PREAMBULE.....	2
1. PRESCRIPTIONS GENERALES.....	4
1.1 GENERALITES.	4
1.2 INSTALLATIONS PROVISOIRES DE CHANTIER.....	5
1.3 CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU CHANTIER	5
1.4 COMPTE PRORATA	5
1.5 DOSSIER DE RECOLEMENT	6
1.6 ÉCHANTILLONS	6
1.7 ETUDES TECHNIQUES	7
1.8 REGLEMENTS APPLICABLES.....	7
2. PEINTURES :.....	9
2.1 GENERALITES	9
2.2 PREPARATION DES TRAVAUX	10
2.2.1 PREPARATION DES PEINTURES.....	10
2.2.2 COULEURS.....	10
2.2.3 APPLICATION DE LA PEINTURE	10
2.2.4 SURFACES FINIES	10
2.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX	11
2.3.1 TRAVAUX AVANT PEINTURAGE ET PEINTURES SUR MURS EXISTANTS	11
2.3.2 TRAVAUX AVANT PEINTURAGE ET PEINTURES SUR SUBJECTILE PLATRE	11
2.3.3 TRAVAUX AVANT PEINTURAGE ET PEINTURES SUR SUBJECTILE A BAS LIANTS HYDRAULIQUES.....	12
2.3.4 TRAVAUX AVANT PEINTURAGE ET VERNISSAGES SUR SUBJECTILES BOIS OU AGGLOMERES DE BOIS ...	13
2.3.5 PEINTURE SUR SUPPORTS METALLIQUES	13
3. NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE :	14

LOT 7 PEINTURES

0. PREAMBULE

Le présent marché porte sur des travaux de réaménagement de locaux au bâtiment C sur le campus situé au 31 Chemin Joseph Aiguier 13009 Marseille, Délégation Provence et Corse du CNRS.

Le bâtiment déjà fait l'objet de démolitions intérieures.
Une partie a déjà été réhabilitée et fonctionne actuellement.
Les espaces communs autour de l'accès principal ont été rénovés.

Les plateaux du RDC, R+1, R+2 (Ouest) et R+3 ont été vidés de leurs cloisons, sols et équipements.
Les plateaux du RDC Est, R+1 complet et R+3 Est font l'objet de la présente opérations ainsi que quelques points ponctuels au sein des plateaux restants.

Ils sont livrés vidés, néanmoins :

- L'ensemble des ouvertures sur l'extérieur ont été conservées
- Une partie de l'équipement de climatisation est déjà posé
- Les sols sont ragrés.
- Les portes en extrémité de zones sont à conserver.

Les travaux portent sur l'ensemble des équipements restants en vue de la création de zones de bureaux aménagés.

Des travaux sont ainsi prévus :

- Au lot gros-Œuvre / démolition visant à compléter le travail déjà effectué et à créer des ouvertures manquantes ;
- Au lot Cloisons / doublages / faux-plafonds en vue de créer l'ensemble des cloisonnements et faux-plafonds des plateaux de bureau ;
- Au lot Revêtements de sol afin de couvrir la totalité des surfaces de bureaux
- Au lot menuiseries intérieures pour l'ensemble des portes, parois de recoupement vitrées, mobiliers fixes et autres aménagements ;
- Au lot menuiseries extérieurs afin de compléter certains ouvertures réouvertes par le lot Gros-Œuvre ;
- Au lot Serrurerie pour la création de rampes extérieures et grilles de défense ;
- En peinture pour l'ensemble des travaux précédents

Par ailleurs, un lot mobilier sera prévu pour l'ensemble des équipements non fixes.

Le bâtiment est classé Code du Travail.

Il est partiellement occupé dans la zone Est du R+2, et les circulations centrales, ascenseur, toilettes communes et escaliers de secours en bout de bâtiment.

A ce titre, les entreprises devront impérativement prendre en compte ce fait dans leur réponse et méthodologie d'intervention, que ce soit au niveau des usages des accès, que ce soit au niveau du bruit ou de toute intervention qu'elles qu'elle soit, zones de chantier, livraisons, accès...

L'ensemble du site étant sécurisé et fonctionnel, l'entreprise devra se conformer à l'ensemble des obligations imposés par le maitre d'ouvrage.

A terme, il est prévu le réaménagement dans le même esprit des zones restantes : RDC, R+2 et R+3 Ouest et la réhabilitation des façades avec isolation par l'extérieur.

1. PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 Généralités.

L'entrepreneur titulaire du lot devra :

- Respecter le marché dans sa globalité
- Prévoir toutes les fournitures et façons, décrites ou non, nécessaires à l'exécution des travaux dans les règles de l'Art.
- Respecter la réglementation en vigueur pour les nuisances de chantier.
- L'enlèvement de tous ses déchets et matériaux selon les normes en vigueur.
- Réaliser ses travaux conformément aux règles de l'art, normes, règlements et DTU en vigueur pour ce type de construction et selon les différentes pièces constitutives du dossier.
- Tenir compte de toutes les prescriptions des différents rapports remis avec le dossier d'appel d'offre (amiante, rapport technique ...)
- Garantir le maintien de tous les ouvrages mitoyens existants, en assurant leur protection durant toute la durée du chantier.
- L'entreprise étant réputée et reconnue comme professionnelle, elle aura le devoir de prendre en compte toutes omissions dans ce document et d'en faire part à la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise devra prendre en compte toutes les prestations de ses propres corps d'état et des autres corps d'état, pour réaliser ses travaux sur l'ensemble des ouvrages existants sur le site selon l'ensemble des plans et des C.C.T.P mis à sa disposition dans l'appel d'offre.

L'entreprise se rendra sur place afin d'établir son offre de prix et prendre connaissance des accès et des contraintes liées au travail en milieu occupé et aux contraintes de sécurité inhérentes au bâtiment et à son usage. Cette visite est obligatoire. Elle intégrera dans son offre de prix l'ensemble des obligations, des risques, des méthodologies de démolition et de construction et des contrôles d'accès au site.

RAPPEL : Les limites de prestation du chantier correspondent aux zones indiquées dans les pièces graphiques. Toutes les interfaces avec ces limites, façades, portes existantes, locaux non réhabilités, zones d'accès (escaliers, bâtiments et locaux attenants), équipements techniques, feront l'objet de mesures de protection permanentes afin d'en assurer la protection durant toute la durée du chantier. L'entreprise demeurera responsable de l'ensemble de ces ouvrages et supportera toutes les conséquences en cas de non-respect de ces consignes.

Les circulations non concernées et les zones attenantes devront notamment rester libres en permanence et ne constituent pas une zone de chantier. Celui-ci sera clôturé sur toute sa périphérie selon les règles en vigueur. Il devra rester fermé en permanence et inaccessible aux usagers du site. La zone de chantier sera clairement indiquée.

La livraison des matériaux et leur transfert, de même que l'évacuation des démolitions ne pourront se faire que par l'intermédiaire de système de levage appartenant à l'entreprise et dans une zone délimitée à définir au début des travaux. En aucun cas, les escaliers principaux et l'ascenseur existant ne devront être utilisés pour les besoins du chantier. L'accès à la zone de stockage, notamment pour les livraisons se fera selon les conditions imposées par le maître d'ouvrage.

L'entreprise se chargera de prendre contact avec le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre avant de réaliser toute dépose ou en cas de doute sur le non-fonctionnement ou l'abandon d'un équipement, et s'assurera que ceux-ci ont donné leur accord à la neutralisation des différentes installations.

L'entreprise désignera un responsable et un suppléant pour ce chantier. Ceux-ci ont autorité pour prendre immédiatement toutes mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité sur le chantier. Elle communiquera préalablement à la réalisation du chantier la liste nominative du personnel employé.

Outre les prescriptions techniques particulières contenues dans le présent descriptif des travaux, les travaux seront exécutés conformément aux DTU, aux règles de l'art et aux usages de la profession.

L'entreprise, s'étant assurée de l'état des bâtiments existants, ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux tels qu'ils sont pour réclamer une indemnité ou demander d'éventuelles rémunérations pour travaux supplémentaires.

Tous les travaux décrits et ceux non décrits, mais nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages font partie des prestations de l'entreprise et du macro-lot.

1.2 Installations provisoires de chantier

Les installations provisoires de chantier comprennent notamment :

- L'installation d'une zone vie et d'une zone de stockage des déchets,
- L'armoire électrique générale de chantier,
- La distribution force et l'éclairage du chantier.
- Les clôtures et affichages réglementaires.

Une zone d'accès sera prévue en extérieur du bâtiment à destination de l'entreprise.

1.3 Conditions de fonctionnement du chantier

Horaires :

L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées par le maître d'œuvre. Aucun trouble ne devra, en dehors de ces heures, être apporté à la tranquillité du voisinage. En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier par le maître d'œuvre.

Bruits de chantier :

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur. Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des locaux attenants (notamment en zone R+2 Est du bâtiment), il pourra être demandé à l'entreprise de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

Salissures du domaine public et privé :

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public et privé devront toujours être maintenus en parfait état de propreté. En cas de non-respect de cette obligation, le maître d'œuvre pourra faire exécuter le nettoyage des voies par une tierce entreprise, les frais engendrés étant défalqués sur le montant de travaux de l'entreprise. L'entrepreneur restant néanmoins seul responsable des conséquences.

1.4 Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata seront traités selon les dispositions du CCAG norme NF P 03-001. À défaut de dispositions similaires dans la réglementation des marchés publics, ces marchés seront traités selon le Chapitre 14 de la norme susvisée.

Elles seront gérées par le LOT 1.

Il est rappelé, à ce sujet, les dispositions du CCAG - norme NF P 03-001, dont notamment les points suivants :

Les dépenses sont, conformément à l'article 6.12, couvertes par le prix du marché.

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par l'Annexe A ou B de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit " compte prorata ", géré et réglé comme il est dit ci-dessous.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché. Le cahier des clauses administratives particulières peut prévoir que certaines prestations d'intérêt commun, qu'il énumère, sont fournies par le maître d'ouvrage.

Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées, en l'absence de convention particulière, par l'annexe C du présent cahier des clauses administratives générales. Si une convention particulière est conclue, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.

Dans le mois qui suit la date limite de remise du mémoire définitif au maître d'œuvre, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse à ce dernier une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata.

Cette attestation, que le maître d'œuvre joint au décompte définitif :

- Soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata,
- Soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

1.5 Dossier de récolement

L'entreprise remettra à la maîtrise d'œuvre, dès la période de préparation des travaux, les bases des plans des dossiers de récolement.

Ce dossier, complété et mis à jour pendant la durée des travaux, sera remis au plus tard deux semaines avant la décision de réception des ouvrages. Il comprendra l'ensemble des pièces nécessaires à l'intelligence du projet. Il comprendra, notamment, les chapitres suivants :

Documents d'exécution - Plans généraux, - Plans de détails, - Plans de fabrication, - Notices techniques et descriptives, - Programme de mise en œuvre, - Plans conformes à la réalisation.

La liste des examens et contrôles effectués, Les instructions d'essais de résistance pour tous les matériaux testés s'il y a lieu, Les relevés et résultats des contrôles et examens de toute nature s'il y a lieu.

Constitution du D.I.U.O. (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage)

1.6 Échantillons

Pendant la période de préparation et préalablement à l'exécution des travaux, un échantillonnage complet des matériaux employés et des matériels choisis devra être soumis à l'agrément du maître d'œuvre.

Les échantillons seront présentés, étiquetés (nature, marque, référence) sur panoplies, accompagnés des fiches techniques des fabricants, des avis techniques ainsi que des certificats et procès-verbaux d'agrément (résistance et réaction au feu, acoustique et thermique).

L'échantillonnage agréé servira de référence pour la conformité d'exécution des ouvrages. Les commandes des entreprises à leurs fournisseurs ne pourront être passées qu'après avoir obtenu l'accord sur les échantillons présentés.

1.7 Etudes techniques

Pendant la période de préparation et préalablement à l'exécution des travaux, toutes les études techniques, notamment les notes de calcul, plans d'exécution, détails de construction et solutions retenues à soumettre à l'agrément du maître d'œuvre seront transmises.

Aucune prestation ne pourra démarrer en l'absence de validation définitive de ces éléments.

1.8 Règlements applicables

L'ensemble des règles et normes en vigueur au premier jour du mois de référence de l'offre. Ces travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et en respectant scrupuleusement les normes et règlements en vigueur et notamment les documents suivants, sans que la liste ne soit exhaustive :

- Circulaire DPPR du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics.
 - loi n°92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Elle définit la notion de déchet ultime et stipule qu'à partir du 1^{er} juillet 2002, seuls ces déchets pourront être mis en centre d'enfouissement technique. Il en découle que tous les déchets non valorisés devront être soumis à un traitement adapté. Cette loi introduit d'autres principes importants, notamment la nécessité de valorisation des déchets.
 - Circulaire DPPR n° 95-007 du 5 janvier 1995 relative aux centres de tri des déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers.
 - Arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage des déchets ménagers et assimilés.
 - Avis du 11 novembre 1997 relatif à la nomenclature des déchets ; - Circulaire du 28 avril 1998 relative à la mise en œuvre et l'évolution des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
 - Arrêté du 18 novembre 1992 relatif au stockage de certains déchets industriels spéciaux, ultimes et stabilisés pour les installations nouvelles.
 - Décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux.
 - Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination de certaines substances et préparations dangereuses.
 - Recommandation n° 2-2000 (officielle depuis le 05/01/2001) relatives aux maîtres d'ouvrages publics et à la gestion des déchets de chantier des bâtiments.
 - Code du travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers. - Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et des engins de chantier.
 - Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, avec pour objectif la prévention de la propagation des bruits pouvant créer des troubles aux personnes et à leur santé ou nuire à l'environnement. Elle concerne la limitation du niveau sonore des objets et activités bruyants, les caractéristiques acoustiques des transports et construction, la qualité acoustique des bâtiments sensibles.
 - Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage, dont les détenteurs ne sont pas les ménages. - Décret d'application n° 95-79 de 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation.
 - Code de la santé publique. Décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage.
 - Arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et aux engins de chantier.
 - Décret du 21 avril 1988 transcrivant en droit français les dispositions d'une directive européenne qui fixe deux principes : réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles et ne pas exposer les travailleurs à des niveaux incompatibles avec leur santé.
 - Directive du parlement et du conseil européen n° 94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages. - Décret n° 98-638 du 20 juillet 1998 relatif à la prise en compte des exigences liées à l'environnement, dans la conception et la fabrication des emballages.
- Les matériaux et assemblages utilisés devront satisfaire aux règles de sécurité et d'incendie correspondant au bâtiment, notamment en fonction du classement incendie et seront conformes aux indications définies dans le présent CCTP ou plus élevées si nécessaire.

L'entrepreneur du présent lot est tenu de prévoir dès la consultation ou d'exécuter tous les travaux nécessaires à une finition complète des ouvrages conformément aux règles de l'Art. Toute omission quelle qu'elle soit ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une majoration du marché.

Il devra s'assurer sur place avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications portées sur les plans (aucune cote ne devra être prise à l'échelle).

Il ne pourra en aucun cas modifier quoi que ce soit au projet du maître d'œuvre mais devra signaler toute modification qu'il jugerait utile d'y apporter ou demander tout renseignement complémentaire sur les points qui sembleraient douteux ou incomplets. En cas de manquement à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

Il prendra connaissance de la teneur de tous les autres lots, et l'exécution de son propre lot devra être assurée en parfaite collaboration avec les autres entrepreneurs, permettant ainsi la coordination avec les divers corps d'état : communication de toutes réservations nécessaires en particulier.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune majoration du fait de sujétion provoquée par un autre corps d'état. L'entrepreneur du présent lot se reportera pour toute sujétion particulière aux chapitres correspondants des CCTP.

L'entrepreneur devra justifier d'une qualification en état de validité correspondant aux normes définies par l'organisme professionnel des qualifications et de classification du bâtiment et des activités annexes.

Les listes ci-dessous ne sont pas limitatives et ne sauraient dispenser de l'application des règlements en vigueur à la date des travaux de construction. Tous les DTU relatifs aux ouvrages du marché sont applicables et en particulier :

- Le D.T.U 59.1 Peinture.
 - Les Normes.
 - Les règles professionnelles.
 - Les lois, décrets, arrêtés, codes, règlements, etc. relatifs à la Sécurité/Santé et à l'Hygiène sur les lieux de travail.
 - Les normes fondamentales et générales, relatives aux dimensions, représentations et résistances, ainsi que celles ayant pu paraître jusqu'à la date de remise des offres, et ce indépendamment de la date de référence.
- Cette liste n'est pas limitative et n'exclut pas l'application des documents, normes, règles et règlements non cités.

La reconnaissance des subjectiles se fera selon la norme NF P 74.201.1 (DTU 59.1), et dans le CCS de la norme NF P 74.201.2. - La fourniture des produits propres à l'exécution des travaux. - La fourniture de l'outillage, du matériel d'exécution ainsi que les échelles et échafaudages

L'application des produits se fera suivant prescriptions de la norme NF P 74.201.1 et des documents particuliers du marché concernant l'état de finition, l'aspect mat, satiné, brillant et les coloris. En l'absence de définition, l'état de finition retenu est la finition B; il en est de même en cas de non-définition de la nature de subjectiles.

La mise en peinture des matériaux constituant les subjectiles ne peut être exécutée que s'ils satisfont aux prescriptions définies dans la norme NF P 74.201.1 (DTU 59.1) par nature de matériaux, dans le cadre de la norme NF P 74-201-2 (CCS).

2. PEINTURES :

2.1 Généralités

Les produits de peinture comprennent :

- Les enduits préparatoires et/ou décoratifs, les peintures proprement dites et produits pour revêtements semi-épais, les vernis, les lasures, les préparations assimilées de produits spéciaux et les hydrofuges de surface.

Pour la définition de ces termes et d'une façon générale pour la terminologie des peintures et de leur application, il y a lieu de se reporter à la norme NF T 36.001.

Les produits sont classés suivant la norme NF T 36.005 et doivent être conformes aux normes citées dans la norme NF P 74.201.1 (DTU 59.1).

Les traitements de finition des bois devront respecter le décret n°2006.623 du 29 mai 2006.

L'entrepreneur de peinture est responsable du choix des produits et de leurs marques. Ce choix est fait suivant l'aptitude à la fonction des produits selon la protection ou de l'état de finition recherché.

Les produits utilisés devront respecter un taux maximal d'émission de COV (g/L), selon la directive 2004/42/CE.

L'emploi de produits correspondants à certaines phrases R de la CE, comme les produits nocifs et toxiques (R23 à 29, 31 et 32 et R64), les produits cancérogènes (R40, 45-1, 45-2 et 49-1, 49-2 et 68) ou mutagènes (R40 et 46) et les produits toxiques pour la reproduction (R60-1 et 60-2 à 63), présentant des effets irréversibles (R33 et 39) comme les produits visés par une interdiction réglementaire (plomb, amiante) est proscrit dès lors qu'il existe une alternative présentant les mêmes caractéristiques techniques et fonctionnelles. Il en est de même pour les Phrases R50 à 59 nocives pour l'environnement. Lorsque aucune alternative n'est disponible, seules les phrases de risque : R10-R11-R22-R25-R36-R37-R38-R42-R43 sont tolérées.

Les colles, peintures, vernis et lasures devront justifier d'un label Eco-label européen, Ange Bleu, Cygne Blanc, NF environnement ou équivalent. Sont interdits les produits comportant des éthers toxiques dérivés de l'éthylène glycol, les pigments à base de métaux lourds (plomb, cadmium, chrome). Dans tous les cas, ces revêtements devront répondre au niveau d'exigence 2010 de la directive 2004/42/CE relative à la réduction des émissions de COV.

Les peintures en phase aqueuse, de préférence hydrodiluable, seront obligatoires pour les bois, murs et plafonds ; le taux de COV devra être inférieur à 1g/l pour les murs et plafonds. Les peintures contenant des éthers de glycol seront interdites.

En début de chantier les fiches de données sécurité des produits suivants : colles, mastics, peintures, vernis, lasures, produits de traitement du bois, produits d'étanchéité, produits de nettoyage devront être transmises à la maîtrise d'œuvre.

Avant toute exécution, l'entrepreneur du présent lot devra, en présence du Maître d'œuvre et des autres intéressés, procéder à la réception des fonds qui seront livrés avant peinture. L'entrepreneur devra effectuer toutes les applications d'essais qui seront nécessaires pour déterminer les coloris et nuances de finition et pour mettre au point les modalités d'application correspondantes. Aucun travail ne sera entrepris avant que la surface témoin correspondante ne soit agréée par le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra mettre en place toutes les protections nécessaires à l'exécution correcte du travail et à la protection des ouvrages des autres corps d'état. L'entrepreneur aura à sa charge, l'exécution de tous les raccords normaux de peinture à exécuter après les mises en place des ouvrages de menuiseries et les réglages et essais des diverses installations techniques telles que plomberie, chauffage, électricité...

L'entrepreneur joindra à sa soumission la liste des produits utilisés, leur marque et leur référence et éventuellement les notices de fabricant.

Les brosses seront de type, genre et dimensions correspondant à chaque genre de travail. Elles seront de première qualité. Les rouleaux seront de type et dimensions correspondant aux peintures utilisées et au genre de travail désiré. Ils ne devront pas être pelucheux. L'emploi de rouleaux usés ne sera pas permis.

L'emploi du pistolet ne sera permis qu'après approbation du Maître d'œuvre. Dans ce cas, le ou les compresseurs et leurs tuyaux d'alimentation en air seront disposés de façon à ne pas interférer avec les autres travaux en cours.

2.2 Préparation des travaux

2.2.1 Préparation des peintures

Tous les matériaux pour peinture seront préparés, mélangés, dilués, etc. en suivant scrupuleusement les instructions des fabricants. Les peintures seront brassées mécaniquement et seront tamisées avant emploi pour éliminer les grumeaux, peaux, etc... Elles seront fréquemment remuées en cours de mise en œuvre pour maintenir les pigments en suspension. Pour les éléments métalliques, la première couche de peinture de finition devra être compatible avec la couche primaire antirouille. Les peintures et vernis seront dilués ou mélangés à d'autres produits à la demande suivant les instructions écrites des fabricants.

2.2.2 Couleurs

Les couches primaires et d'impression seront d'une couleur standard, et différente pour chaque couche. Chaque couche successive de finition sera d'un ton légèrement plus foncé que la couche précédente. Sauf indication contraire du Maître d'œuvre, les couleurs des canalisations, conduits, gaines, supports, consoles, grilles ou registres, etc. prévus au présent lot, seront assorties à celles des surfaces adjacentes. Les éléments en acier ou en fer et les pièces de quincaillerie sans finition, seront peints de la même nature que les ouvrages sur lesquels ils sont fixés.

2.2.3 Application de la peinture

Sur les différents ouvrages, les peintures et vernis seront appliqués en stricte conformité avec les prescriptions des fabricants et suivant la nature des subjectiles. Toutes les surfaces recevront deux couches de peinture en plus de la couche primaire ou d'impression : une couche intermédiaire et une couche de finition. La peinture sera soigneusement travaillée dans les joints et les vides et sera correctement croisée afin d'assurer une répartition uniforme et une épaisseur constante de la couche. L'exécution sera particulièrement soignée aux arêtes, intersections, joints, angles rentrants et sortants, et les gouttes, coulures, frisures et autres défauts de surface seront éliminés par grattage ou ponçage avant application de la couche suivante.

Chaque couche de peinture devra être dure et sèche avant application de la couche suivante. Un délai minimum de 48 heures devra être respecté entre chaque application. Sur les portes et boiseries, la peinture ou le vernis ne seront appliqués qu'après séchage complet des plâtres ou enduits adjacents.

Chaque couche sera légèrement poncée avant application de la couche suivante. Avant mise en place, les chants de portes recevront deux couches de peinture. Les arêtes des moulures devront être nettement dégagées.

Dans le cas d'application au pistolet, la pulvérisation sera faite d'abord dans un sens, puis dans le sens opposé, pour assurer un recouvrement complet des surfaces. On devra prendre un soin tout particulier pour éviter toute projection de peinture sur les ouvrages voisins.

2.2.4 Surfaces finies

Elles devront être de grain, de couleur et de brillance uniformes. Les lignes de démarcation entre couleurs seront soigneusement tracées et devront être parfaitement droites.

Tous les ouvrages peints ou vernis seront soigneusement nettoyés et ne devront pas présenter de défauts tels que gouttes, rides, frisures, coulures ou traces de brosse.

Toutes les irrégularités de texture ou de ton devront être corrigées ainsi que toutes traces de reprises. Les ouvrages vernis ou vitrifiés, ainsi que les surfaces revêtues de peinture émail, devront présenter un feuil parfaitement lisse et de haute brillance.

2.3 Consistance des travaux

2.3.1 Travaux avant peinturage et peintures sur murs existants

Travaux préparatoires sur ouvrages en béton et briques ou plaques de plâtre existants, comprenant :

Décollage revêtement le cas échéant

Nettoyage, lessivage, égrenage des bétons et enduits, ratissage, ponçage

Enduisage

Enduit complet sur les murs ayant un revêtement granité que l'on ne pourrait pas déposer

Impression de fond

Ponçage, époussetage. Le rebouchage doit être complètement sec et durci avant la poursuite des travaux. Il doit être suivi d'un ponçage complété par un époussetage.

Application des peintures.

Classification AFNOR : Famille I classe 4a. Classification au feu sur support incombustible : M1. Aspect : satinée.

Plusieurs teintes seront utilisées au choix du maître d'œuvre.

Localisation : Sur toutes les surfaces à peindre ou recouvrir existantes et conservées.

2.3.2 Travaux avant peinturage et peintures sur subjectile plâtré

Égrenage exécuté à sec, à l'aide d'un couteau à enduire ou d'un riflard. L'égrenage sera exécuté de façon à ne pas blesser le support.

Époussetage sur fond sec à la brosse à épousseter.

Impression durcissante et pénétrante à appliquer avant l'exécution des travaux d'enduit, de rebouchage, de peinture..

Impression des plaques de plâtre à parement cartonné

Les plaques de plâtre à parement cartonné doivent recevoir une impression isolante à base de résine en solution, compatible avec les finitions.

Rebouchage avec des mastics ou enduits compatibles avec le support et les produits de peintures à appliquer. S'il y a incompatibilité avec le support, une impression précèdera l'application du produit de rebouchage. Le rebouchage doit être complètement sec et durci avant la poursuite des travaux. Il doit être suivi d'un ponçage complété par un époussetage.

Enduisage

Application des peintures.

Classification AFNOR : Famille I classe 4a. Classification au feu sur support incombustible : M1. Aspect : satinée.

Plusieurs teintes seront utilisées au choix du maître d'œuvre.

Localisation : Sur toutes les surfaces à peindre ou recouvrir y compris cloisons existantes en plaques de plâtre, cloisons nouvelles et toutes parois en plaques de plâtre, joues de faux-plafond et plafonds visibles, poteaux, etc.

2.3.3 Travaux avant peinture et peintures sur subjectile à bas liants hydrauliques

Brossage des supports à surfaces irrégulières (crépis enduits talochés), à la brosse dure et à sec pour enlever les parties pulvérulentes ou insuffisamment adhérentes.

Époussetage sur fond sec pour éliminer les parties pulvérulentes et la poussière à la brosse douce.

Meulage – Ebavurage : élimination des balèvres, projections de ciment, boursouflures, rejets de colle, complétée par un époussetage.

Egrenage au riflard pour éliminer les salissures de toutes natures que l'époussetage ne peut enlever, à sec sur support sec.

Dégrossissage en continu avec des enduits appropriés pour faire disparaître les irrégularités de surface occasionnées notamment par les bullages, les creux et balèvres, les joints creux entre éléments préfabriqués.

Dégrossissage du bullage : Les bulles réparties en surface sur le subjectile sont comblées par dégrossissage. Celui-ci s'exécute quand la surface des nuages de bulles est égale ou inférieure à 10 % de la surface du subjectile. Ce dégrossissage est exécuté deux fois si la surface des nuages de bulles est supérieure à 10 %. Lorsqu'elle dépasse 25 %, une opération d'enduisage supplémentaire devient nécessaire. Le dégrossissage intéresse l'ensemble des zones comportant du bullage.

Dégrossissage des balèvres avant enduisage : Les balèvres sont rattrapées par dégrossissage dans la limite de 1ml par m² et pour décalage de +3mm.

Une impression durcissante et pénétrante doit être appliquée avant exécution des travaux d'enduisage et de rebouchage sur les enduits de liants hydrauliques, tendres ou pulvérulents en surface, tels que les enduits de chaux maigres. Une impression isolante est obligatoire sur les maçonneries alcalines.

Application des peintures.

Plusieurs teintes seront utilisées au choix du maître d'œuvre.

Localisation : Sur les façades extérieures en encadrements des ouvertures nouvelles en façade, sur les ouvertures rebouchées, etc.

2.3.4 Travaux avant peinture et vernissages sur subjectiles bois ou agglomérés de bois

Brossage à sec à la brosse dure. Les tâches de plâtre ou de mortier sur les menuiseries bois sont à éliminer.

Ponçage à sec et au papier de verre pour éliminer toutes les échardes et rugosités du bois et couper les fibres relevées après impression.

Essuyage soigné après ponçage pour éliminer poussières et sciures.

Imprégnations ou impressions, selon l'état du support, on appliquera :
Impression microporeuse, impression isolante, produit ignifuge ou imprégnation décorative/lasure.

Impression pour bois à vernir : Elle constitue l'accrochage. Elle s'exécute avec le vernis dilué avec un solvant suivant la notice du fabricant ou avec un produit spécial pour impression.

L'application en est soignée et la surface de subjectile sera entièrement revêtue d'une couche informelle. Elle est obligatoirement suivie d'un ponçage et d'un essuyage.

Masticage, bouche-pore, afin de rectifier les défauts d'aspect avant peinture ou vernissage.

Enduisage

Application des peintures.

Classification AFNOR : Famille I classe 4a. Classification au feu sur support incombustible : M1. Aspect : satinée.

Plusieurs teintes seront utilisées au choix du maître d'œuvre.

Localisation : Sur toutes les portes nouvelles ou existantes, portes de gaines techniques, portes de placards, trappes, etc.

2.3.5 Peinture sur supports métalliques

Brossage et ponçage à sec à la brosse dure, puis au papier de verre pour éliminer tous les défauts et rugosités.

Essuyage soigné après ponçage pour éliminer les poussières.

Masticage et ponçage, afin de rectifier les défauts d'aspect avant peinture.

Fourniture et mise en œuvre d'une peinture de finition vinylique satinée sur métaux, comprenant : une couche d'impression antirouille et deux couches de peinture glycérophtalique satinée. Exécution à la brosse ou au rouleau. Compris rechampissage, protections, nettoyage, reprises, retouches et toutes sujétions de parfaite finition.

Classification AFNOR : Famille I classe 4a. Classification au feu sur support incombustible : M1. Aspect : satinée.

Plusieurs teintes seront utilisées au choix du maître d'œuvre.

Localisation : Sur toutes les parties métalliques, notamment portes, conduits divers, grilles de défense extérieures, garde-corps, tuyaux de chauffage et ventilation, cadres de portes, etc.

3. NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE :

L'entreprise prévoira un nettoyage de fin de chantier en deux passes complètes.

Les produits employés (solvants, décapants) les procédés mise en œuvre (grattage, ponçage) devront être appropriés, afin de ne pas provoquer d'altération aux ouvrages nettoyés en particulier à leur état de surface (polis, brillants).

Les surfaces ne doivent pas être rayées, abîmées ou détériorées par le nettoyage.

Les nettoyages devront faire disparaître les tâches de peinture, d'huile, les tâches de plâtre, de ciment, de films, de mortiers, etc.

Définition des nettoyages à exécuter (liste non exhaustive) :

- Les revêtements de sols (dalles, parquets, carrelage, sol souple) y compris plinthes correspondantes et accessoires incorporés
- Les revêtements verticaux (faïence, etc.)
- Les plafonds en enduit, en dalles de fibre, etc.)
- Les boiseries ;
- Les portes et cloisons y compris vitrage et feuillure (y compris enlèvement des protections) et quincaillerie incorporée (béquilles, ferme porte, boutons, plaque de propreté, etc.)
- Façades et intérieurs des gaines techniques
- Les équipements sanitaires : lavabos, wc, robinetterie, etc.
- Les équipements techniques : appareils électriques (luminaires, etc.), appareils de climatisation, appareils de ventilation et autres, etc.
- Le mobilier fixe.
- Etc.

Localisation : Sur tous les espaces concernés par le chantier et parties annexes directement attenantes et ayant fait l'objet d'une intervention comme : hall d'accès, escaliers en extrémité de bâtiment, etc